



## ARTICLE D'OPINION

# Remondialisation ou fragmentation : des choix à faire et des défis à relever

Miaojie Yu

Président et professeur titulaire d'une chaire d'économie, Université de Liaoning, Chine

La mondialisation reste après la pandémie de COVID-19 la clé de voûte du commerce international, même s'il semble y avoir une tendance croissante au protectionnisme commercial dans le monde entier. Deux caractéristiques dominent la mondialisation des échanges, à savoir l'intégration du commerce mondial et une désintégration du processus de production (Feenstra, 1998), c'est-à-dire que l'intégration croissante des marchés mondiaux a entraîné une expansion des chaînes de valeur mondiales. Il ne fait aucun doute que le protectionnisme accroît le coût du commerce, mais ces deux caractéristiques ne se sont pas effondrées malgré les crises.

Néanmoins, le récent développement du protectionnisme commercial pose de grands défis à la mondialisation des échanges. Le commerce mondial a de plus en plus tendance à être localisé et à s'organiser davantage autour de groupes commerciaux régionaux, qui s'appuient sur des chaînes d'approvisionnement de production régionales connexes : la recherche a établi depuis longtemps la présence dominante de l'« usine Europe », de l'« usine Amérique du Nord » et de l'« usine Asie » pour le commerce dans les chaînes d'approvisionnement (Baldwin et Lopez-Gonzalez, 2013), et le protectionnisme pourrait renforcer cette prépondérance.

Il importe de souligner que, comparés au système commercial multilatéral supervisé par l'OMC, les blocs commerciaux régionaux sont une moins bonne option. Il existe au moins trois raisons à cela : les blocs commerciaux régionaux affaiblissent la résilience des chaînes d'approvisionnement ; ils peuvent creuser l'écart de revenu entre les riches et les pauvres ; et ils ne peuvent pas servir les intérêts de la durabilité environnementale au niveau mondial.

Avant la pandémie, les responsables politiques n'auraient peut-être eu à examiner que la question de savoir à quel point leurs propres économies tireraient parti du commerce et qui sortirait gagnant ou perdant avec les différentes politiques commerciales. Aujourd'hui, en revanche, les responsables politiques, et la coopération internationale en matière de commerce

plus généralement, doivent prendre en considération une multitude de facteurs, notamment les moyens de trouver un équilibre entre la sécurité de l'État, la résilience de la chaîne d'approvisionnement nationale, l'écart de revenu entre les riches et les pauvres, l'inclusion ainsi que la durabilité environnementale.

Les effets que pourrait avoir une régionalisation ou une fragmentation en blocs sur la résilience de la chaîne d'approvisionnement sont dus au fait que la fragmentation pourrait se traduire par une réduction du nombre d'économies participant aux chaînes d'approvisionnement de production en raison de l'augmentation des coûts artificiels du commerce que sont les droits de douane et/ou les obstacles non tarifaires. En conséquence, les économies restantes qui continuent de participer aux chaînes d'approvisionnement pourraient redistribuer leurs parts de commerce. Avec cette redistribution certaines économies pourraient donc se retrouver perdantes, et la résilience de la chaîne d'approvisionnement mondiale pourrait être affaiblie. La fragmentation en blocs pourrait donc constituer une menace pour la résilience de la chaîne d'approvisionnement mondiale.

L'ouverture du commerce est aussi importante pour lutter contre la pauvreté, même si elle n'implique pas une réduction de la pauvreté par défaut. Il est fondamental que les économies en développement comprennent ce point, parce qu'en dépit de l'idée selon laquelle l'ouverture du commerce réduit naturellement la pauvreté, le contraire peut aussi se produire : le commerce peut accroître les inégalités de revenu au sein des économies si le commerce profite aux riches et, partant, creuse l'écart de revenu entre les riches et les pauvres. La Chine est un exemple récent d'une économie qui a réussi à lutter contre la pauvreté grâce au commerce. Elle est parvenue à réduire le nombre de ses habitants en situation de pauvreté, qui est passé de 55,75 millions d'habitants en 2015 à zéro en 2021, une formidable réussite.

Pour les économies en développement, la régionalisation en blocs pourrait aggraver l'écart de revenu entre les riches et les pauvres ainsi



qu'entre les zones urbaines et rurales, même si d'autres données empiriques sont nécessaires à ce sujet. La logique économique est la suivante. Comme le nombre d'économies participant aux chaînes d'approvisionnement régionales se réduit, les économies qui n'y participent pas voient le coût de leurs importations d'intrants intermédiaires augmenter par rapport au coût de ces intrants supporté par les économies participant aux chaînes d'approvisionnement mondiales. Si le volume d'exportations d'une économie ne peut pas augmenter de façon concomitante, la valeur ajoutée par la participation aux chaînes d'approvisionnement régionales diminuera. Avec la diminution des bénéfices du commerce, les personnes pauvres devraient se répartir une part plus petite du gâteau et, partant, l'écart de revenu se creuserait.

Il est également important de bien comprendre le lien entre le commerce et l'environnement. Le consensus trouvé à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de 2021 (COP26) était que chaque économie devait partager la responsabilité de la protection de la Terre et réduire les émissions de carbone. Mais on débat aujourd'hui pour savoir comment les économies du monde devraient partager les coûts des émissions et, en particulier, si ce sont les producteurs exportateurs ou les consommateurs importateurs qui devraient en supporter les coûts. Les économies exportatrices peuvent faire valoir que les économies importatrices devraient payer la facture pour les émissions de carbone puisque ce

sont elles qui consomment les produits émetteurs de carbone. Cependant, les économies importatrices peuvent adopter le point de vue opposé et faire valoir que les économies exportatrices génèrent des revenus et créent même des emplois au plan national en fabriquant les produits émetteurs de carbone. Sur cette base, une solution équitable semble être le partage de la facture entre les producteurs exportateurs et les consommateurs importateurs.

Enfin, il convient de traiter la question fondamentale suivante : si la fragmentation en blocs est un pis-aller pour la coopération internationale en matière de commerce, comment pouvons-nous relancer la mondialisation ? La remondialisation, qui est l'élargissement du système commercial multilatéral à de nouvelles questions et à de nouveaux acteurs, paraît être une solution appropriée. Bien entendu, dans le cadre de ce processus, certains problèmes rencontrés par le système de l'OMC devront être résolus, comme ceux auxquels l'Organe de règlement des différends de l'OMC doit faire face aujourd'hui, afin que la coopération multilatérale puisse continuer de fonctionner et se développer.

#### **Avertissement**

**Les articles d'opinion relèvent de la seule responsabilité de leurs auteurs. Ils ne reflètent pas nécessairement les opinions ou les vues des Membres ou du Secrétariat de l'OMC.**